



## Des milliers d'emplois introuvables, vraiment ?!



**Le dossier de SOLIDAIRES Douanes sur le GT du 09/02/2023**

- avec notre déclaration préalable où nous analysons les évolutions en 2022-2024
- avec la déclaration unitaire lue ensuite de boycott (auquel se sont joints tous les syndicats)

Ce 9 février était programmé un groupe de travail (GT) emplois à la Direction générale (DG). SOLIDAIRES Douanes, sollicitant de longue date ce GT, l'attendait vivement.

**En termes méthodologiques** il y a certes du progrès (on part de loin!), mais des données manquent...

**Surtout sur le fond des orientations, c'est l'aveuglement** (cf pp 4-5). Commercialement, le pays s'effondre par le dogme du (déséqui)libre-échange (cf p11), et les autorités ne sauraient être autant en décalage avec les enjeux! Le temps n'est plus dans la continuation de la saignée et de la gestion de la pénurie (cf p9)! La période exige un changement complet de paradigme, déjà initié ailleurs (cf p13).

**Dans ce contexte**, où un gouvernement s'entête dans une inique réforme des retraites malgré l'opposition unanime des syndicats, un boycott a été exprimé collectivement.

### SOMMAIRE

	<b>Déclaration liminaire :</b> <u>Analyse préalable de SOLIDAIRES Douanes</u>	pp 3-5
	<b>Annexe n°1 :</b> <u>Etat des effectifs réels au 31/12/2022</u> (Des centaines de postes manquent à l'appel !)	pp 6-7
	<b>Annexe n°2 :</b> <u>Tableau de répartition de l'évolution des emplois 2023</u> (Les Douanes françaises rabotées encore !)	pp 8-9
	<b>Annexe n°3 :</b> <u>Graphique du solde commercial en France</u> (Une balance commerciale en chute libre ! La faillite des politiques de [déséqui]libre-échange)	pp 10-11
	<b>Annexe n°4 :</b> <u>Comparatif franco-allemand</u> (Un interventionnisme étatique à géométrie variable !)	pp 12-13
	<b>Déclaration unitaire :</b> <u>Expression préalable CGT - SOLIDAIRES - UNSA-CGC</u>	pp 14-15



# **Déclaration liminaire**

**Analyse de  
de SOLIDAIRES Douanes**



Madame la présidente,

**Nous voici pour la première fois réunis pour un groupe de travail (GT) sur les emplois.**

**Commençons par les points positifs.**

- Ce GT, demandé de longue date par SOLIDAIRES, nous l'attendions avec impatience. C'est pour notre organisation, un préalable *fondamental* avant d'examiner les effectifs de référence en Comité social d'administration de réseau (CSAR, ex-Comité technique de réseau - CTR). Nous insistons sur le volet *fondamental*, car à la 1<sup>ère</sup> réunion annuelle du CSA, il est traditionnellement question des effectifs. Et c'est bien normal, leur évolution détermine la vie des services, les conditions de travail de nos collègues et le service rendu à la population.
- Calendairement, la période retenue nous convient ainsi. Pour notre part il importe d'en parler dès le tout début de l'exercice budgétaire annuel. Nous le vérifions en pratique, avec l'ordre du jour soutenu du CSAR programmé le jeudi 16 février prochain, s'accorder une semaine avant un temps de discussion s'impose, pour éviter que ce sujet ou d'autres soient de fait survolés en CSA.
- En lien, la volonté de discuter - dans le présent ordre du jour - des années à venir permet d'inscrire dans le paysage notre vision, nos remarques et revendications. Ce qui nous donne la possibilité de faire un bilan et un point d'étape l'année prochaine. Vous l'aurez compris, nous souhaitons que le thème des effectifs, via un GT dédié, connaisse une périodicité annuelle.
- Dernier point positif, les documents de travail nous ont été transmis une semaine avant la réunion, ce qui laisse à la représentation du personnel le temps requis pour les analyser et commenter.

**Poursuivons avec les éléments qui nous interrogent.**

Pour les effectifs réels au 31/12/2022, certes nous disposons des données pour les directions déconcentrées, avec les effectifs globaux Paris-spécial par direction (*annexe n°1*).

Néanmoins nous aurions apprécié la déclinaison par catégorie y compris pour les Paris-spéciaux.

Surtout, il manque les effectifs rattachés au Budget opérationnel de programme de Centrale (BOPC). Ainsi n'y figurent :

- ni les effectifs du Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF),
- ni de la Direction générale (DG), ni de ses services apparentés :
  - Service d'analyse de risque et de ciblage (SARC),
  - Service des autorisations des mouvements internationaux d'armes (SAMIA).

Cela nous étonne, car l'extraction SIRHIUS, appliquée aux directions déconcentrées, est possible également pour les services du BOPC. Serait-ce parce qu'il y a de nombreuses vacances de postes ?

## **Concluons avec les éléments qui ne nous conviennent pas.**

Méthodologiquement, pour les effectifs de référence (ER) 2023, deux observations :

- Nous disposons certes d'un volant des créations/suppressions par directions interrégionales (DI), mais nous n'avons pas le détail par directions régionales (DR), ainsi que les services concernés (*cf annexe 2*).
- Il est fait l'impasse sur les 20 emplois détruits par le transfert/abandon des missions fiscales (TMF), et plus particulièrement par le transfert/abandon des amendes. Sur le sujet, nous aurions apprécié par ailleurs disposer ici d'un bilan des 198 emplois détruits en 2022 (perte DAFN, TICC, TICFE, TICGN<sup>1</sup>).

Sur le fond des orientations présentées, trois remarques :

- Le plan d'action en matière d'attractivité est simplement un *plan com'*, car se limitant à agir sur l'information, la visibilité, la valorisation. Ce, alors que l'attractivité passe par des efforts en matière de conditions de travail (régime horaire, etc), de rémunération et/ou de perspectives de carrière ! Le recrutement massif de contractuels dans la sphère informatique en témoigne.
- Derrière un objectif de quantification des nouvelles activités, le calibrage des emplois 2024 consiste surtout à gérer la pénurie de moyens par un jeu de vases communicants. Ceci, via la recherche de leviers de simplification des tâches (en facilitant encore les démarches des grands opérateurs privés), et *in fine*, en supprimant l'effectif sur les tâches considérées, pour le redéployer ailleurs.
- L'époque appelle un changement de dimension. Le déficit commercial français, publié avant-hier, est abyssal et unique dans l'histoire du pays (*cf annexe 3*). La France importe de plus en plus massivement des biens et marchandises, son économie agricole et industrielle s'effondre par l'absence de régulation douanière (comme aux Etats-Unis d'Amérique, en Suisse, etc). À cet égard, une des urgences est de sortir du marché européen de l'énergie. Pour ce qui nous occupe, il importe de réarmer massivement la Direction générale des Douanes et Droits indirects (D.G.D.D.I.) en effectifs ! Rappelons que la France acte dans la dernière loi de programmation militaire (LPM 2024-2030) une hausse de 40% des crédits annuels aux Armées afin notamment de ne pas décrocher de l'Allemagne, au delà des tensions géopolitiques liées à l'invasion de l'Ukraine par la Russie... Donnons-nous les moyens pour la guerre commerciale, car c'est de cela qu'il s'agit ! Nul n'est plus dupe que c'est bien cette guerre, et non celle militaire, qui cause le plus de ravages (*cf crise des subprimes de 2008, encore à l'œuvre*) et qu'il importe de mener (*cf annexe 4*). La constatation de l'absence de coopération au niveau international<sup>2</sup>, autant regrettable qu'elle soit, ne doit pas refréner le Politique. Au contraire, sa légitimité sur le plan interne passe par la réponse aux attentes de la population, et de s'en donner les moyens.

**Le retard à combler est énorme, l'Allemagne disposant de 48 000 douaniers (soit plus de 2 fois plus par habitants que la France), c'est d'un plan décennal dont la DGDDI a besoin.**

**Et nous n'y sommes pas. C'est pourquoi, au regard du contexte social, nous soutenons la lutte en cours pour imposer une autre politique.**

La délégation SOLIDAIRES Douanes, le jeudi 9 février 2023

1 Dans le détail :- Droit annuel de francisation et de navigation (DAFN) ;

- Taxe intérieure sur la consommation de houilles, lignites et cokes (TICC) ;
- Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) ;
- Taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel (TICGN) ;

2 Les propositions pour un protectionnisme progressiste existent. Elles sont prévues dans la *Charte de la Havane*, rédigée au sortir de la Seconde Guerre mondiale, dans la foulée de la Conférence de San Francisco.

Constatant que l'accession au pouvoir de régimes autoritaires dans les années 1930 était la résultante de crises issues de déséquilibres commerciaux massifs, la Charte prévoit dans ses objectifs :

- l'intégration du plein emploi,
- l'équilibre de la balance des paiements & le contrôle des mouvements de capitaux,
- l'adoption de normes de travail équitables & l'interdiction de la concurrence déloyale.

La Charte projette la création d'une Organisation internationale du Commerce (OIC), intégrée à l'Organisation des Nations unies (ONU). C'est malheureusement parce que le congrès états-unien ne l'a pas ratifiée en 1948 (les USA ayant alors des excédents commerciaux massifs) qu'elle fut délaissée au profit d'un autre accord : l'*Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce* (AGÉTAC, en anglais *General Agreement on Tariffs and Trade* - GATT).

Texte complet disponible ici : [https://www.wto.org/french/docs/f/legal/f/havana\\_f.pdf](https://www.wto.org/french/docs/f/legal/f/havana_f.pdf)



# Annexes

## à la déclaration liminaire de SOLIDAIRES Douanes



### N°1 : État des effectifs réels au 31/12/2022

*(Des centaines de postes manquent à l'appel !)*

pages 6-7



### N°2 : Tableau de l'évolution des emplois 2023

*(Les Douanes françaises rabotées encore!)*

pages 8-9



### N°3 : Graphique du solde commercial en France

*(En 20 ans, une balance commerciale en chute libre!)*

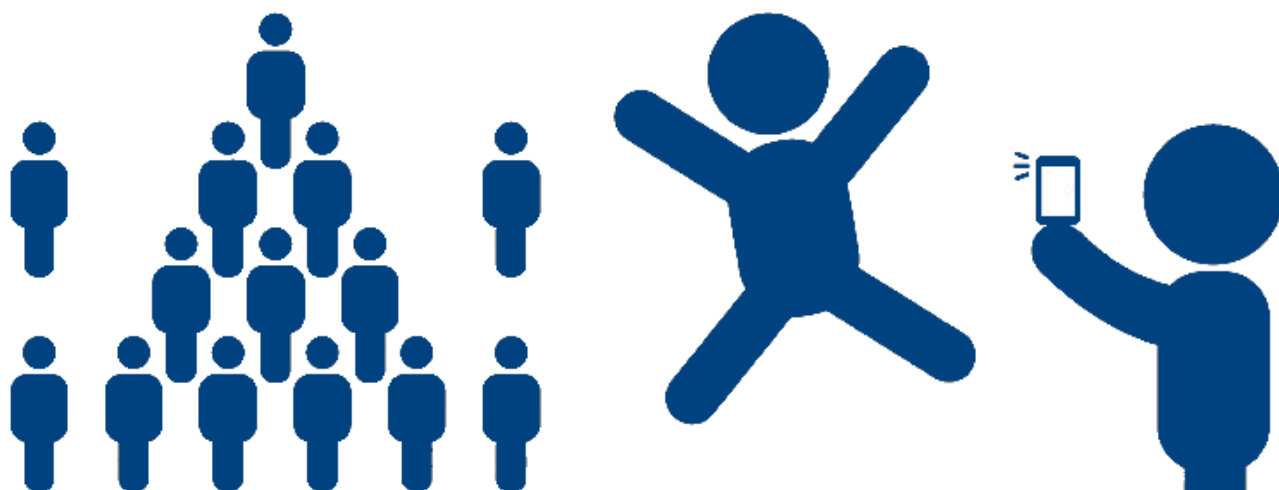
pages 10-11



### N°4 : Comparatif franco-allemand

*(Un interventionnisme étatique à géométrie variable !)*

pages 12-13



# **Annexe n°1 :**

## **État des effectifs réels au 31/12/2022**

**Des centaines de postes manquent à l'appel !**



# Annexe n°1 : État des effectifs réels au 31/12/2022 !

## Des centaines de postes manquent à l'appel !!!

Directions interrégionales (DI)	Directions régionales (DR) / sites	AG/CO					SURV					Total AG/CO&SURV					Vacances par rapport effectifs budgétés				
		A+	A	B	C	Sous-total	A+	A	B	C	Sous-total	A+	A	B	C	TOTAL	Dont Paris-spé	Brut	%age		
Directions ultra-marines (voir IDF pour Saint-Pierre-et-Miquelon)	DI Antilles-Guyane	Services de la DI	4	11	11	7	33	0	0	0	1	1	4	11	11	8	34		+5	+17,2%	
		DR Guadeloupe	19	26	52	31	128	2	3	70	59	134	21	29	122	90	262		+9	+3,6%	
		DR Guyane	12	16	28	13	69	0	5	45	38	88	12	21	73	51	167		-28	-14,2%	
		DR Martinique	12	22	33	22	89	2	3	40	54	99	14	25	73	76	188		+1	+0,5%	
		Sous-total DI Antilles-G.	47	75	124	73	319	4	11	155	152	322	51	86	279	225	641		-11	-1,7%	
	Autres Directions (Océan indien / Pacifique)	DR La Réunion	16	24	58	34	132	1	3	40	39	83	17	27	98	73	215		+10	+4,9%	
		DR Mayotte	10	6	18	18	52	0	1	9	22	32	10	7	27	40	84		-3	-3,4%	
		DR Nouvelle-Calédonie	10	15	30	14	69	0	1	15	28	44	10	16	45	42	113		-7	-5,8%	
		Service de Wallis-et-Futuna	1	1	2	4	8	0	0	1	3	4	1	1	3	7	12		0	0%	
		DR Polynésie-Française	8	18	28	15	69	1	2	21	36	60	9	20	49	51	129		-4	-3,0%	
Sous-total autres directions	45	64	136	85	330	2	7	86	128	223	47	71	222	213	553		-4	-0,7%			
<b>Total directions ultra-marines</b>		<b>92</b>	<b>139</b>	<b>260</b>	<b>158</b>	<b>649</b>	<b>6</b>	<b>18</b>	<b>241</b>	<b>280</b>	<b>545</b>	<b>98</b>	<b>157</b>	<b>501</b>	<b>438</b>	<b>1 194</b>		<b>-15</b>	<b>-1,2%</b>		
Directions hexagonales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (ARA)	Services de la DI	15	29	83	23	150	0	0	1	4	5	15	29	84	27	155	7	+1	+0,6%	
		Equipe de France Douane	0	0	8	32	40	0	0	1	0	1	0	0	9	32	41		+4	+10,8%	
		DR Lyon	19	54	121	46	240	2	5	66	71	144	21	59	187	117	384	12	+8	+2,1%	
		DR Annecy (ex-Léman)	16	32	63	18	129	2	10	117	120	249	18	42	180	138	378	1	-43	-10,2%	
		DR Chambéry	11	24	33	11	79	3	5	97	100	205	14	29	130	111	284	43	+35	+14,1%	
	DR Clermont-F <sup>4</sup> (ex-Auver.)	8	13	28	7	56	0	3	34	25	62	8	16	62	32	118	1	-1	-0,8%		
	Sous-total DI ARA	69	152	336	137	694	7	23	316	320	666	76	175	652	487	1 360	64	+4	+0,3%		
	DI Bourgogne-Franche Comté (BFC) - Centre-Val de L <sup>on</sup> (CVL)	Services de la DI	9	11	34	6	60	0	0	0	1	1	9	11	34	7	61	4	+5	+8,9%	
		DR Dijon (ex-Bourgogne)	13	21	43	17	94	0	2	25	14	41	13	23	68	31	135	3	-8	-5,6%	
		DR Besançon (ex-Fr.-C <sup>te</sup> )	12	22	39	18	91	0	7	77	65	149	12	29	116	83	240	2	-7	-2,8%	
DR Centre-Val de Loire		9	26	48	15	98	0	3	27	21	51	9	29	75	36	149	4	-17	-10,2%		
Sous-total DI BFC&CVL	43	80	164	56	343	0	12	129	101	242	43	92	293	157	585	13	-27	-4,4%			
DI Bretagne - Pays-de-Loire (DI BPD)	Services de la DI	10	16	36	6	68	0	0	1	0	1	10	16	37	6	69	3	+2	+3,0%		
	DR Pays-de-la-Loire	19	34	86	36	175	0	4	62	45	111	19	38	148	81	286	3	-1	-0,3%		
	DR Bretagne	13	26	57	16	112	0	5	86	67	158	13	31	143	83	270	4	0	0%		
Sous-total DI BPD	42	76	179	58	355	0	9	149	112	270	42	85	328	170	625	10	+1	+0,2%			
DI Grand Est (DIGE)	Services de la DI	14	29	72	60	175	0	1	1	2	4	14	30	73	62	179	7	-18	-9,1%		
	DR Nancy (ex-Lorraine)	10	28	39	17	94	3	10	76	118	207	13	38	115	135	301	5	-40	-11,7%		
	DR Reims (ex-Champ.-Ard.)	12	21	43	19	95	0	4	48	59	111	12	25	91	78	206	8	-6	-2,8%		
	DR Mulhouse	13	25	58	16	112	2	6	66	74	148	15	31	124	90	260		-33	-11,3%		
	DR Strasbourg	12	25	37	16	90	1	5	48	26	80	13	30	85	42	170	3	-6	-3,4%		
Sous-total DIGE	61	128	249	128	566	6	26	239	279	550	67	154	488	407	1 116	23	-103	-8,4%			
DI Hauts-de-France (DI HdF)	Services de la DI	16	22	64	27	129	0	0	2	5	7	16	22	66	32	136	4	+8	+6,3%		
	DR Lille	16	36	63	22	137	3	13	108	185	309	19	49	171	207	446	1	-19	-4,1%		
	DR Dunkerque	26	68	117	48	259	6	14	224	358	602	32	82	341	406	861	27	-32	-3,6%		
	DR Amiens (ex-DR Picardie)	11	15	37	11	74	1	4	36	42	83	12	19	73	53	157	2	+1	+0,6%		
Sous-total DI HdF	69	141	281	108	599	10	31	370	590	1 001	79	172	651	698	1 600	34	-42	-2,6%			
DI Île-de-France (DI IdF)	Services de la DI	30	66	117	93	306	2	2	33	126	163	32	68	150	219	469	19	+41	+9,6%		
	DR Paris	14	30	51	21	116	1	5	83	89	178	15	35	134	110	294	19	+26	+9,7%		
	DR Paris-Est	15	32	49	32	128	1	6	37	38	82	16	38	86	70	210	4	-24	-10,3%		
	DR Paris-Ouest	15	25	51	30	121	0	7	35	29	71	15	32	86	59	192	2	-35	-15,4%		
Serv. S <sup>aint-Pierre-et-Miquelon</sup>	3	1	4	8	16	0	0	8	5	13	3	1	12	13	29		0	0%			
Sous-total DI IdF	77	154	272	184	687	4	20	196	287	507	81	174	468	471	1 194	44	+8	+0,7%			
DI Normandie	Services de la DI	10	14	35	14	73	0	1	0	2	3	10	15	35	16	76	1	-1	-1,3%		
	DR Rouen	13	26	49	20	108	1	2	28	32	63	14	28	77	52	171	3	-5	-2,8%		
	DR Le Havre	21	45	137	54	257	1	3	52	38	94	22	48	189	92	351	10	-12	-3,3%		
	DR Caen (ex-Basse-Norm.)	11	11	30	10	62	1	2	52	56	111	12	13	82	66	173	4	-4	-2,3%		
	Sous-total DI Normandie	55	96	251	98	500	3	8	132	128	271	58	104	383	226	771	18	-22	-2,8%		
	Services de la DI	14	17	43	4	78	0	2	4	7	13	14	19	47	11	91	4	+2	+2,2%		
	Centre de serv. RH (CSRH)	5	23	74	16	118	0	0	0	0	0	5	23	74	16	118	1	+1	+0,9%		
	DR Bordeaux	17	28	64	18	127	1	3	54	64	122	18	31	118	82	249	1	-10	-3,9%		
	DR Bayonne	14	11	28	9	62	1	7	81	95	184	15	18	109	104	246		+4	+1,7%		
	DR Poitiers	16	23	65	35	139	0	4	50	51	105	16	27	115	86	244	5	0	0%		
Sous-total DI NA	66	102	274	82	524	2	16	189	217	424	68	118	463	299	948	11	-3	-0,3%			
DI Occitanie	Services de la DI	12	20	42	7	81	0	0	1	4	5	12	20	43	11	86	8	+11	+14,7%		
	DR Montpellier	14	24	58	18	114	1	6	73	66	146	15	30	131	84	260	5	+12	+4,8%		
	DR Perpignan	15	20	43	15	93	3	8	106	120	237	18	28	149	135	330	3	+3	+0,9%		
	DR Toulouse (ex-Midi-Pyr.)	19	42	76	21	158	1	6	67	89	163	20	48	143	110	321	8	0	0%		
Sous-total DI Occitanie	60	106	219	61	446	5	20	247	279	551	65	126	466	340	997	24	+26	+2,7%			
DI Paris-Aéroports (DIPA)	Services de la DI	17	25	52	28	122	0	0	1	5	6	17	25	53	33	128	1	+9	+7,6%		
	DR Roissy Fret (DRF)	23	80	219	98	420	0	1	18	15	34	23	81	237	113	454	5	-101	-18,2%		
	DR Roissy Voyageurs (DRV)	7	10	12	7	36	5	19	350	203	577	12	29	362	210	613	2	-101	-14,1%		
	DR Orly (DRO)	9	12	32	6	59	2	8	79	69	158	11	20	111	75	217		-14	-6,1%		
Sous-total DIPA	56	127	315	139	637	7	28	448	292	775	63	155	763	431	1 412	8	-207	-12,8%			
DI Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse (DI PACA-Corse)	Services de la DI	13	24	56	15	108	0	0	3	4	7	13	24	59	19	115	4	+19	+19,8%		
	DR Marseille	20	55	95	37	207	2	9	95	80	186	22	64	190	117	393	4	-31	-7,3%		
	DR Aix-en-Provence	12	24	47	25	108	0	5	52	60	117	12	29	99	85	225		+9	+4,2%		
	DR Corse	8	13	13	6	40	1	2	29	36	68	9	15	42	42	108		-2	-1,8%		
	DR Nice	11	22	21	10	64	1	6	78	74	159	12	28	99	84	223	4	-11	-4,7%		
Sous-total DI PACA-Corse	64	138	232	93	527	4	22	257	254	537	68	160	489	347	1 064	12	-16	-1,5%			
<b>Total directions hexagonales</b>		<b>662</b>	<b>1 300</b>	<b>2 772</b>	<b>1 144</b>	<b>5 878</b>	<b>48</b>	<b>215</b>	<b>2 672</b>	<b>2 859</b>	<b>5 794</b>	<b>710</b>	<b>1 515</b>	<b>5 444</b>	<b>4 003</b>	<b>11 672</b>	<b>261</b>	<b>-381</b>	<b>-3,2%</b>		
SCN et BOP de centrale	SCN	Directions informaticques	CID	16	96	47	6	165	0	0	2	13	15	16	96	49	19	180		-10	-5,3%
		DNSCE	17	121	49	11	198	0	0	4	17	21	17	121	53	28	219		-8	-3,5%	
		DNGCD	22	39	26	11	98	8	39	562	182	791	30	78	588	193	889	1	-3	-0,3%	
		DNRED	65	189	65	22	341	1	70	275	81	427	66	259	340	103	768	4	-48	-5,9%	



# **Annexe n°2 :**

## **Tableau de l'évolution des emplois 2023**

**Les Douanes françaises  
rabortées encore en 2023 !**





# Annexe n°2 : Les Douanes françaises rabetées encore en 2023 !

## Tableau de répartition des emplois 2023

Budget opérationnel (BOP) de centrale		Effectifs de référence (ER) 2022			Suppressions (« Économies »)				Créations			Transferts	Récapitulatif			Effectifs de référence (ER) 2023		
		AGCO	SURV	Total	AGCO		SURV	Total	AGCO	SURV	Total		AGCO	SURV	Total	AGCO	SURV	Total
					TMF	Net												
	<b>Guadeloupe</b>	124	129	253	NC	-9	-2	-11	9	3	12	0	=	+1	+1	124	130	254
	<b>Guyane</b>	77	106	183	NC	-5	0	-5	4	0	4	0	-1	=	-1	76	106	182
	<b>Martinique</b>	104	112	216	NC	-6	-1	-7	4	0	4	0	-2	-1	-3	102	111	213
	<b>La Réunion</b>	124	81	205	NC	-6	0	-6	6	0	6	0	=	0	=	124	81	205
	<b>Mayotte</b>	56	31	87	NC	-5	0	-5	4	2	6	0	-1	+2	+1	55	33	88
	<b>Nouvelle-Calédonie</b>	80	52	132	NC	-4	0	-4	0	4	4	0	-4	+4	=	76	56	132
	<b>Polynésie française</b>	68	65	133	NC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	=	68	65	133
	<b>Sous-total BOP Outre-mer</b>	633	576	1 209	NC	-35	-3	-38	27	9	36	0	-8	+6	-2	625	582	1 207
	<b>Auvergne-Rhône-Alpes (DI AuRA, ex-DI Lyon)</b>	680	676	1 356	NC	-6	-4	-10	1	3	4	0	-5	-1	-6	675	675	1 350
	<b>Bourgogne-Franche Comté-Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, ex-DI Dijon)</b>	342	270	612	NC	-5	-2	-7	0	4	4	0	-5	+2	-3	337	272	609
	<b>Bretagne-Pays de la Loire (DI BPDFL, ex-DI Nantes)</b>	340	284	624	NC	-2	0	-2	0	0	0	0	-2	0	-2	338	284	622
	<b>Grand Est (DI GE, ex-DI Metz)</b>	592	627	1 219	NC	-11	-3	-14	6	0	6	0	-5	-3	-8	587	624	1 211
	<b>Hauts-de-France (DI HdF, ex-DI Lille)</b>	587	1 052	1 639	NC	-5	-10	-15	2	8	10	0	-3	-2	-5	584	1 050	1 634
	<b>Île-de-France (DI IdF, ex-DI Paris)</b>	654	532	1 186	NC	-7	-6	-13	0	0	0	-22 (SGC)	-29	-6	-35	625	526	1 151
	<b>Normandie (ex-DI Rouen)</b>	507	286	793	NC	-8	-1	-9	0	11	11	0	-8	+10	+2	499	296	795
	<b>Nouvelle-Aquitaine (DI NA, ex-DI Bordeaux)</b>	525	425	950	NC	-6	-2	-8	3	0	3	0	-3	-2	-5	522	423	945
	<b>Occitanie (ex-DI Montpellier)</b>	420	551	971	NC	-4	-2	-6	4	4	8	0	0	+2	+2	420	553	973
	<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse (DI PACA-Corse ex-DI Marseille)</b>	501	579	1 080	NC	-1	-3	-4	1	3	4	+22 (SGC)	+22	0	+22	523	579	1 102
	<b>Paris-Aéroports (DI PA, ex-DI Roissy)</b>	733	886	1 619	NC	-8	-20	-28	38	0	38	0	+30	-20	+10	763	866	1 629
<b>Sous-total BOP Hexagone</b>	5 881	6 168	12 049	NC	-63	-53	-116	55	33	88	=	-8	-20	-28	5 873	6 148	12 021	
	<b>Centre informatique douanier (CID)</b>	175	15	190	NC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	175	15	190
	<b>Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)</b>	367	449	816	NC	0	-2	-2	18	0	18	0	+18	-2	+16	385	447	832
	<b>Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)</b>	247	161	408	NC	-1	-2	-3	0	0	0	0	-1	-2	-3	246	159	405
	<b>Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)</b>	211	16	227	NC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	211	16	227
	<b>Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)</b>	83	809	892	NC	0	-2	-2	0	3	3	+1	+1	+1	+2	84	810	894
	<b>BOP de Centrale</b> - dont Service d'analyse de risque et de ciblage (SARC) - dont Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)	959 53 39	302 0 232	1 261 53 271	NC NC NC	-3 0 0	0 0 0	-3 0 0	1 1 0	7 0 7	8 0 7	-1 0 0	-3 +1 0	+7 0 +7	+4 +1 +7	956 54 39	309 0 239	1 265 54 278
<b>Sous-total SCN, DG &amp; rattachés</b>	2 042	1 752	3 794	NC	-4	-6	-10	19	10	29	=	+15	+4	+19	2 057	1 756	3 813	
<b>Total général</b>		8 556	8 496	17 052	NC	-102	-62	-164	101	52	153	=	-1	-10	-11	8 555	8 486	17 041

Lexique : → AGCO : branche opérations commerciales et administration générale  
→ NC : Non communiqué

→ SCN : Service à compétence nationale  
→ SGC : Service grands comptes

→ SURV : branche Surveillance  
→ TMF : Transfert/abandon des missions fiscales



# **Annexe n°3 :**

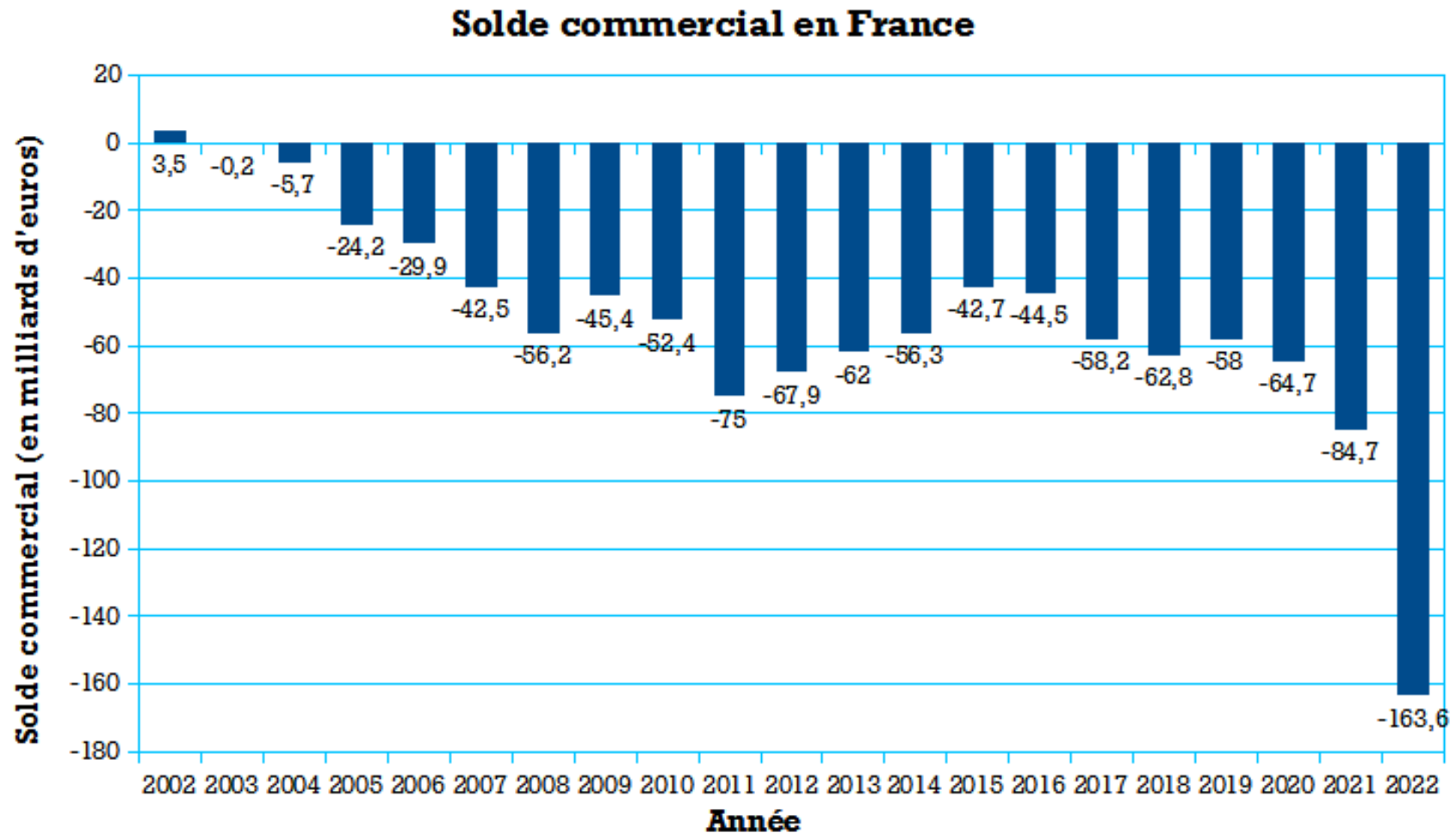
## **Graphique du solde commercial**

### **en France depuis 2002**

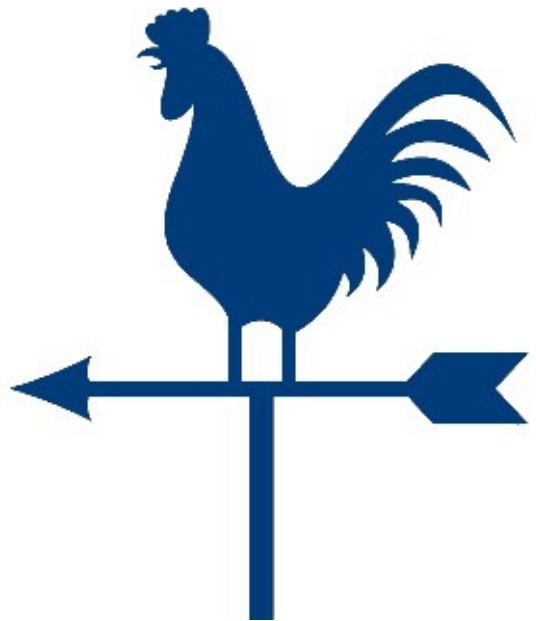
**En 20 ans, une balance commerciale en chute libre !**



## Annexe n°3 : En 20 ans, une balance commerciale en chute libre ! *La faillite des politiques de (déséqui)libre-échange...*



**En 2022, 163,6 milliards d'euros de déficit commercial = 2 411 € par français !**  
**Depuis 2002, 1096,9 milliards d'euros de dette commerciale = 16 168 € par français !!**



# **Annexe n°4 :**

## **Comparatif**

### **franco-allemand**

**Un interventionnisme étatique  
à géométrie variable !**



## Annexe n°4 : Un interventionnisme étatique à géométrie variable ?!

### Budgets militaires : un réarmement généralisé

Pays	Budget militaire (en milliards d'euros)									
	Jusqu'à présent				Désormais			Évolution		
	2019	2020	2021	2022	2023	2024-2025	2026-2030	2020-2023	2023-2026	2020-2026
France	35,9 M <sup>ds</sup>	37,6 M <sup>ds</sup>	39,3 M <sup>ds</sup>	41,0 M <sup>ds</sup>	44,0 M <sup>ds</sup>	48,5 M <sup>ds</sup> /an (total 2024-2025 : 97 M <sup>ds</sup> ; LPM 2019-2025 = 294,8 M <sup>ds</sup> )	63,2 M <sup>ds</sup> /an (total 2026-2030 : 316 M <sup>ds</sup> ; LPM 2024-2030 = 413 M <sup>ds</sup> )	+17%	+43%	+68%
	≈ 38,45 M <sup>ds</sup> /an (total 2019-2023 : 153,8 M <sup>ds</sup> ; LPM 2019-2025 = 294,8 M <sup>ds</sup> )									
Allemagne	48 M <sup>ds</sup> /an			100 M <sup>ds</sup>	70 M <sup>ds</sup> /an			+46%		

« L'Europe, c'est la paix » ? L'Europe, c'est plutôt de plus en plus la guerre...

### Effectifs douaniers : un décrochage de la France qui s'accroît encore

Pays	Effectifs douaniers										
	En 2020		En 2021		En 2022		En 2023		Évolution		
	Nombre d'agents	Sur 100 000 habitants	Nombre d'agents	Sur 100 000 habitants	Nombre d'agents	Sur 100 000 habitants	Nombre d'agents	Sur 100 000 habitants	2020-2023	2023-2026	2020-2026
France	17 383	25,77 (67 441 850 h., p.)	17 105	25,29 (67 635 124 h. p.)	17 052	25,14 (67 842 591 h. p.)	17 021	25,09 (67 842 591 h. p.)	-2,64%		ND
Allemagne	42 000	50,50 (83 166 711 h.)	44 000	52,91 (83 155 031 h.)	48 000	56,94 (≈ 84 300 000 h.)	48 000	56,94 (≈ 84 300 000 h.)	+12,75%		ND

À quand des investissements massifs dans une administration fiscale de régulation des échanges, afin de financer les services publics, lutter contre la concurrence déloyale et protéger la population ?

#### Lexique :

- LPM : loi de programmation militaire
- ND : données non disponibles
- p. : populations 2021, 2022 et 2023, état civil 2022, soldes migratoires et ajustement 2020, 2021 et 2022 → données provisoires 2022.

#### Sources :

- Eurostat : [ici](#) ;
- INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6687000#titre-bloc-1>



# **Déclaration unitaire**

**Expression de boycott  
CGT – SOLIDAIRES – UNSA-CGC**



## Déclaration unitaire : expression de boycott



Madame la Directrice générale,

Les organisations syndicales sont engagées actuellement auprès des salariés, du public comme du privé, dont les 9/10<sup>e</sup> sont opposés au projet de réforme des retraites. Cet engagement se traduit notamment par plusieurs appels à la mobilisation qui ont déjà réuni au total plus de 5 millions de manifestants.

Aussi, nous faisons le constat que le mouvement reste fort, que les douanières et douaniers sont présents en nombre dans les cortèges et que le rejet du projet de réforme demeure massif et incontestable.

Malgré cela, le gouvernement ne veut rien entendre, et ce, non sans une certaine forme d'arrogance. Il souhaite mener à terme sa réforme coûte que coûte à l'Assemblée, via notamment l'article 47.1 de la Constitution. À ce propos, nous ne manquons pas de relever que le Gouvernement piétine les prérogatives de la représentation nationale, tout comme il ne tient pas compte de l'avis de la représentation du personnel, y compris lorsqu'elle est unanime dans la durée.

L'entêtement de nos dirigeants nous conduit aujourd'hui à amplifier notre présence aux côtés des manifestants et répondre à leur volonté de durcir ce mouvement de contestation. Certes, la direction des Douanes ne porte pas le projet de réforme des retraites, mais elle agit au nom d'un exécutif qui ignore la parole des salariés et de leurs représentants.

Depuis la loi Dussopt de 2019, les attaques contre les fonctionnaires sont sans précédent et de toutes parts. Justement, la Douane ne fait pas exception. Elle a déjà beaucoup subi et elle continue à endurer quand on regarde l'avenir de nombreux bureaux et brigades qui se trace, au travers des documents produits pour le Groupe de travail prévu aujourd'hui.

Nous n'oublions pas également qu'une autre réforme de grande ampleur, pour les fonctionnaires cette fois, se prépare à travers la refonte des carrières et rémunérations de la Fonction publique. Les premières annonces du ministre « spameur » de la Transformation de la Fonction publique n'augurent rien qui puisse présager d'un renforcement de nos parcours professionnels.

Dans ce cadre, nous ne pourrions pas mener un dialogue social efficace et qualitatif à la DGDDI, comme si de rien n'était. Le gouvernement, à force de mépris envers celles et ceux qui produisent les richesses de notre pays pour ne favoriser réellement que les puissants, porte l'entière responsabilité de cette rupture.

Nous rappelons notre opposition au report de l'âge légal de départ en retraite à 64 ans, ainsi qu'à l'anticipation de la durée de cotisation à 43 annuités dès 2027. Nous sommes favorables à une autre réforme des retraites plus juste, plus équitable et plus protectrice pour les travailleurs, à l'opposé du projet actuel qui veut faire reposer l'entièreté des efforts sur les seuls salariés. C'est inacceptable !

*À Montreuil, le 9 février 2023*

## **Des milliers d'emplois introuvables, vraiment ?!**



*La déclaration préalable de SOLIDAIRES Douanes  
d'analyse des évolutions en 2022-2024*



**Syndicat SOLIDAIRES Douanes**

93 bis rue de Montreuil, boîte 56 – 75011 PARIS

tél : 01 73 73 12 50

site internet : <http://solidaires-douanes.org>

courriel : [contact@solidaires-douanes.org](mailto:contact@solidaires-douanes.org)

adhésion : [solidaires-douanes.org/-adhesion-](http://solidaires-douanes.org/-adhesion-)

**Un syndicalisme clair et sincère !**